



Assemblée générale

Distr. générale
14 juillet 2024
Français
Original : anglais/arabe/chinois/
espagnol

Soixante-dix-neuvième session

Points 94 et 101 de l'ordre du jour provisoire*

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

Le risque de prolifération nucléaire
au Moyen-Orient

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [78/17](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de poursuivre les consultations avec les États de la région et les autres États intéressés, conformément au paragraphe 7 de la résolution [46/30](#) et compte tenu de l'évolution de la situation dans la région. Au 31 mai 2024, le Secrétaire général avait reçu des réponses de huit États Membres et de l'Union européenne.

* [A/79/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Observations	3
III. Réponses reçues des gouvernements	7
Argentine	7
Chine	7
Cuba	9
Égypte	10
Iran (République islamique d')	14
Israël	15
Mexique	16
République arabe syrienne	17
IV. Réponse reçue de l'Union européenne	19

I. Introduction

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 78/17 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre les consultations avec les États de la région et les autres États intéressés, conformément au paragraphe 7 de la résolution 46/30 et compte tenu de l'évolution de la situation dans la région, et de demander l'avis de ces États sur les mesures exposées aux chapitres III et IV de l'étude figurant en annexe à son rapport du 10 octobre 1990 (A/45/435) ou sur d'autres mesures utiles, en vue de progresser sur la voie de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Au paragraphe 11 de la résolution 78/17, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-neuvième session, un rapport sur l'application de la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande.
2. Le 31 janvier 2024, le Bureau des affaires de désarmement a adressé une note verbale à tous les États Membres pour appeler leur attention sur les paragraphes 10 et 11 de la résolution 78/17 et solliciter leur avis sur la question, le délai pour la soumission des communications étant fixé au 31 mai 2024. Les réponses reçues après le délai seraient affichées sur le site Web du Bureau, dans la langue de l'original. Aucun additif ne serait publié.
3. Les gouvernements de l'Argentine, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Iran (République islamique d'), d'Israël, du Mexique et de la République arabe syrienne ont envoyé leurs réponses, qui figurent à la section III du présent rapport. La réponse reçue de l'Union européenne figure à la section IV, conformément aux modalités fixées dans la résolution 65/276.

II. Observations

4. À sa soixante-septième session ordinaire, tenue en septembre 2023, la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté sa résolution annuelle sur l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient (résolution GC(67)/RES/13), présentée par l'Égypte, qui a recueilli les votes d'une large majorité et n'a fait l'objet d'aucun vote négatif. Israël et huit autres États membres se sont abstenus. Au cours du débat sur la résolution, de nombreux États ont souligné l'importance de l'universalisation des accords de garanties généralisées, en particulier dans la région du Moyen-Orient, qui représentait une étape importante vers la création dans la région d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et noté que cela constituerait un élément crucial de l'action en cours visant à garantir la sécurité et la stabilité de la région et contribuerait de manière significative au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les représentants d'Israël et des États-Unis d'Amérique ont déclaré que la création d'une telle zone ne pourrait se faire qu'au moyen d'une paix durable et du plein respect du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires par les États de la région. La représentante de l'Azerbaïdjan (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) a fait valoir qu'il n'existait pas de lien de consécution prédéfini entre l'application des garanties et la conclusion d'un accord de paix au Moyen-Orient. De nombreux États ont demandé instamment à l'AIEA, par l'intermédiaire de son directeur général, de poursuivre les consultations avec les États membres de la région en vue d'assurer l'application de la résolution adoptée.
5. Au cours de cette même session, la représentante de la Jordanie, au nom des États arabes membres de l'AIEA, a demandé l'inscription à l'ordre du jour d'un point intitulé « Capacité nucléaire israélienne ». Cependant, comme tous les ans depuis 2016, le Groupe arabe n'a pas présenté de résolution au titre de ce point. De nombreux

États ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences négatives que la possession d'armes nucléaires par Israël entraînait pour la sécurité et la stabilité de la région. Rappelant nombre de documents finals issus de conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération, le représentant des Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) a demandé à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités et de débarrasser le monde, et en particulier le Moyen-Orient, des armes nucléaires. Les représentants des Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) et de l'Égypte ont également déploré que le refus d'Israël d'adhérer au Traité sur la non-prolifération entrave les efforts visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les représentants d'Israël et des États-Unis ont, eux, déploré que ce point de l'ordre du jour ait fait l'objet d'un nouvel examen, car il faisait perdre du temps et de l'énergie à la Conférence générale et la détournait de son travail technique.

6. Lors des séances de la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2026, qui s'est tenue en juillet et en août 2023 à Vienne, plusieurs États ont exprimé leur soutien à la résolution sur le Moyen-Orient¹, dans laquelle la Conférence demande la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, et de nombreux États ont exhorté Israël à adhérer au Traité sur la non-prolifération et à soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA. Un certain nombre d'États ont déclaré que la résolution faisait partie intégrante de l'accord qui avait permis la prorogation du Traité pour une durée indéterminée. Au sujet de la résolution, les représentants du Koweït et des Émirats arabes unis (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ont souligné la responsabilité particulière des coauteurs de la résolution, à savoir les États-Unis, la Fédération de Russie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans l'application de celle-ci. De nombreux États ont mis en avant les réalisations des trois sessions tenues à ce jour par la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Les représentants de l'Azerbaïdjan (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés), de l'Égypte et du Liban ont demandé à tous les États du Moyen-Orient qui ne le faisaient pas encore de participer aux sessions annuelles de la Conférence.

7. Lors des séances que la Première Commission a tenues en octobre et novembre 2023 pendant la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, plusieurs États Membres se sont dits favorables à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient, et les représentants du Koweït et de la République islamique d'Iran ont affirmé qu'Israël était le principal obstacle à la création d'une telle zone. De nombreux États ont salué les progrès réalisés lors des trois sessions de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive tenues jusqu'alors, et un certain nombre d'entre eux ont demandé que l'on s'emploie à conclure un traité. À cet égard, les représentants de l'Égypte, du Koweït et de la Jordanie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ont demandé à tous les États qui avaient été invités à le faire de participer à la Conférence, tandis que le représentant du Yémen a déclaré que le refus d'Israël de participer aux travaux de celle-ci alimentait une course aux armements dans la région. Le représentant d'Israël a répondu que l'approche adoptée dans le cadre de la Conférence était inutile, car elle n'était pas soutenue par tous les États de la région. Au cours des séances, les représentants des membres du Groupe des États arabes et de la

¹ Voir [NPT/CONF.1995/32 \(Part I\)](#), annexe.

République islamique d'Iran ont à maintes reprises condamné les actions militaires israéliennes à Gaza et souligné l'urgence de la création de la zone.

8. Lors de sa séance du 27 octobre 2023, la Première Commission a adopté la résolution 78/17 de l'Assemblée générale sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient à l'issue d'un vote, le consensus sur la question ayant été rompu depuis 2018. Israël a voté contre la résolution et les États-Unis d'Amérique se sont abstenus, invoquant les divergences de vues persistantes entre les États de la région sur la question.

9. La quatrième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive s'est tenue à New York du 13 au 17 novembre 2023, sous la présidence de la Libye.

10. Vingt-deux membres de la Conférence originaires de la région, quatre États observateurs (la Chine, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et trois entités internationales compétentes (l'AIEA, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques) ont participé à la session. Le Président de l'Assemblée générale, Dennis Francis (Trinité-et-Tobago), et la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu (au nom du Secrétaire général), ont fait des déclarations à l'ouverture de la session. La Conférence a adopté par consensus un rapport sur ses travaux, comprenant un résumé de ses délibérations de fond sur plusieurs questions clés liées à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ainsi qu'un compte-rendu des activités menées par son comité de travail en 2023. La Conférence est convenue des sujets que celui-ci devrait aborder pendant l'intersession en 2024, à savoir la vérification nucléaire, les utilisations pacifiques et la coopération technique, et la liste indicative des sujets à traiter dans le cadre des futures sessions de la Conférence.

11. Le comité de travail a tenu sa première réunion le 20 février 2024 pour discuter des questions d'organisation. Au cours de sa deuxième réunion, qui s'est tenue du 30 avril au 2 mai 2024, il a entrepris des délibérations, avec la contribution d'experts dans les domaines concernés, sur le thème des utilisations pacifiques. La troisième réunion s'est tenue du 1^{er} au 3 juillet 2024, et les délibérations ont porté sur la vérification nucléaire.

12. Le Qatar et le Bureau des affaires de désarmement ont organisé conjointement une réunion régionale à Doha les 4 et 5 juin sur les perspectives concernant la création d'une zone au Moyen-Orient exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. La réunion avait pour objectif d'examiner les progrès réalisés dans le cadre du processus de la Conférence et d'étudier la voie à suivre pour les futures sessions de celle-ci.

13. La cinquième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive doit se tenir à New York du 14 au 18 novembre 2024.

14. L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a publié une étude intitulée *Narratives of the Middle East WMD-Free Zone : Drivers, Themes and Historical Accounts* (perspectives sur la zone exempte d'armes de destruction massive: enjeux, thématiques et comptes-rendus historiques) ainsi que le rapport intitulé « Middle East WMD Free Zone Project : Final Report », qui présente les principaux résultats de la première phase du projet portant sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive. La deuxième phase du projet, lancée en juillet 2023, est conçue pour a) aider à atténuer les tendances régionales en matière de prolifération des armes de destruction massive ; b) encourager la conclusion

d'arrangements de sécurité régionaux et l'adoption de normes et de processus de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement ; c) parvenir à une meilleure compréhension de la relation entre la zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et les évolutions actuelles à l'échelle régionale et internationale ; d) promouvoir la création au Moyen-Orient d'une zone qui soit effectivement exempte d'armes de destruction massive, et ce de façon vérifiable, inclusive et durable.

15. La réalisation d'avancées dans le processus de paix au Moyen-Orient contribuerait à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région. À l'inverse, si l'instabilité venait à grandir, la course au développement nucléaire risquerait encore davantage de s'intensifier, au détriment des efforts de non-prolifération en cours. Aussi toutes les parties concernées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, devraient-elles s'employer à faire avancer ce processus. L'ONU demeure prête à fournir toute assistance requise à cet égard. Dans ce contexte, l'absence persistante de perspectives de règlement pacifique du conflit israélo-palestinien est très préoccupante. Au cours de l'année écoulée, et plus particulièrement depuis les attaques perpétrées le 7 octobre par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens et l'opération militaire qu'Israël a lancée à Gaza par la suite, les menaces qui pèsent sur la stabilité régionale se sont accrues de manière exponentielle. L'escalade de la violence dans toute la région, qui s'est manifestée par la multiplication des échanges de tirs de part et d'autre de la Ligne bleue entre Israël et le Hezbollah et d'autres groupes armés non étatiques au Liban, les échanges sans précédent entre Israël et la République islamique d'Iran et les attaques lancées par les Houthis contre des navires dans la mer Rouge et le golfe d'Aden, ne fait qu'accroître les risques alarmants de débordement régional. La dévastation et la souffrance des neuf derniers mois ont rendu encore plus impérieuse l'absolue nécessité pour les Israéliens, les Palestiniens, les États de la région et la communauté internationale dans son ensemble de prendre de toute urgence des mesures pour aider les parties à revenir sur la voie politique – longtemps délaissée – qui doit mener à la solution des deux États. L'ONU reste déterminée à aider les Palestiniens et les Israéliens à mettre fin à l'occupation et à régler le conflit conformément au droit international, aux résolutions applicables de ses organes et aux accords bilatéraux, afin de concrétiser la vision de deux États – Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant, viable et souverain – vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, sur la base des frontières d'avant 1967, et avec Jérusalem comme capitale des deux États. Ce n'est qu'en concrétisant la vision de deux États existant côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle, avec Jérusalem comme capitale d'Israël et de la Palestine, et en réglant toutes les questions relatives au statut final de manière permanente par la négociation, que les aspirations légitimes des deux peuples pourront être réalisées.

16. Depuis la présentation du précédent rapport du Secrétaire général [A/78/205 (Part I)], l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'ONU ont continué de s'efforcer d'obtenir l'application intégrale de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité, qui porte sur l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne. L'emploi d'armes chimiques, où que ce soit, par qui que ce soit, et en quelque circonstance que ce soit, constitue une violation grave du droit international. Il est inacceptable que les auteurs de tels actes ne soient pas amenés à rendre des comptes, et l'impunité en lien avec l'utilisation d'armes chimiques demeure une menace pour la paix et la sécurité internationales.

III. Réponses reçues des gouvernements

Argentine

[Original : espagnol]
[22 mars 2024]

L'Argentine soutient de manière constante et univoque la création et la consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires, étant entendu que ces zones contribuent grandement à la paix et à la sécurité des États qui s'y trouvent.

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), ouvert à la signature le 14 février 1967 et entré en vigueur le 25 avril 1969, en est un exemple probant. Cet instrument a créé la première zone exempte d'armes nucléaires dans un territoire habité de manière permanente et a été ratifié par tous les États de la région. En outre, ce traité s'accompagne de deux protocoles additionnels : le Protocole additionnel I (signé et ratifié par les États-Unis, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni), qui concerne les États extérieurs à la région responsables *de jure* ou *de facto* de territoires situés dans la zone d'application du Traité, et le Protocole additionnel II (signé et ratifié par la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie), destiné aux États dotés d'armes nucléaires.

Ainsi, le Traité de Tlatelolco a apporté une contribution réelle et efficace en ce qu'il a permis de renforcer l'engagement régional en faveur de la non-prolifération et du désarmement et, grâce à ses protocoles, de contraindre les États dotés d'armes nucléaires à respecter le statut de zone exempte d'armes nucléaires dont jouit la région. Toutefois, il faut continuer d'œuvrer pour obtenir la rétractation ou la révision des déclarations interprétatives qui ont été faites au sujet des protocoles et qui sont contraires à l'objet et au but du traité, ce que l'Argentine ne cesse de réclamer et ce à quoi elle consacre l'essentiel de ses efforts dans le cadre de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Par ailleurs, la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions ne saurait se substituer aux obligations qui incombent aux États dotés d'armes nucléaires en matière de désarmement nucléaire, mais, en attendant ce que ce désarmement se produise, cela peut au moins contribuer à redonner confiance dans le fait que les États non dotés d'armes nucléaires ne seront pas menacés par l'emploi de telles armes.

L'Argentine maintient qu'il importe de créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, ce qui constituerait une étape décisive dans le processus de paix régional. Il est à espérer que les États participants puissent s'accorder librement à ce sujet.

À cette fin, l'expérience acquise dans le cadre du Traité de Tlatelolco et de l'Agence argentino-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires peut receler des enseignements utiles.

Chine

[Original : chinois]
[26 mai 2023]

En application de la résolution 78/17 de l'Assemblée générale concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, le Gouvernement chinois présente sa position et ses vues sur la question.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient permettrait d'empêcher la prolifération de ces armes, d'apaiser les tensions au Moyen-Orient et de renforcer la paix et la sécurité dans la région comme dans le reste du monde. Tout en encourageant la réconciliation et la coopération entre les États du Moyen-Orient et en faisant progresser le processus de paix dans la région, la communauté internationale devrait continuer d'attacher une grande importance à la création d'une telle zone et d'appuyer les efforts menés à cette fin.

Il convient d'appliquer consciencieusement les résolutions et décisions sur le sujet adoptées par l'Assemblée générale à ses sessions précédentes, la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et les documents finals des conférences d'examen du Traité de 2000 et 2010. De même, la décision prise par l'Assemblée à sa soixante-treizième session concernant la convocation d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive (décision 73/546) devrait être appliquée diligemment.

Israël devrait adhérer sans délai au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'État non doté d'armes nucléaires, soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et cesser de faire des déclarations dans lesquelles il menace d'utiliser des armes nucléaires. Les pays concernés de la région du Moyen-Orient devraient signer et ratifier les accords de garanties généralisées de l'AIEA dès que possible. La communauté internationale devrait continuer d'encourager les pays concernés du Moyen-Orient à signer et à ratifier le protocole additionnel aux accords de garanties de l'AIEA dans les meilleurs délais.

La Chine a toujours fermement soutenu les efforts internationaux visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Elle a participé de manière constructive aux quatre sessions de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive en 2019, 2021, 2022 et 2023 en qualité d'observatrice et travaillé avec toutes les parties pour donner un nouvel élan à la création d'une telle zone. Elle demande aux États dotés d'armes nucléaires concernés et aux pays de la région de s'acquitter sérieusement des responsabilités qui leur incombent, de répondre aux demandes légitimes et raisonnables des pays arabes et de participer activement à ce processus.

En mars 2021, durant sa visite au Moyen-Orient, le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de l'époque, Wang Yi, a proposé une initiative en cinq points visant à instaurer la sécurité et la stabilité dans la région. Dans ce qui constitue l'un des principaux piliers de cette initiative, la Chine demande à la communauté internationale d'appuyer les pays de la région dans l'action qu'ils mènent en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. En décembre 2022, lors de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Chine a présenté un document de travail sur les zones exemptes d'armes nucléaires et la question nucléaire au Moyen-Orient.

En février 2023, le Gouvernement chinois a publié le document de réflexion relatif à l'Initiative pour la sécurité mondiale, dans lequel il insiste sur l'importance de la mise en œuvre de l'initiative en cinq points sur l'instauration de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient, à savoir la promotion du respect mutuel, la défense de l'équité et de la justice, la mise en œuvre de la non-prolifération, la promotion conjointe de la sécurité collective et l'accélération de la coopération pour le développement, le but étant d'établir conjointement un nouveau cadre de sécurité au Moyen-Orient.

La Chine est prête à continuer de participer activement au processus en question et de contribuer à la réalisation rapide de l'objectif consistant à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

La Chine espère qu'il sera tenu compte des observations qui précèdent dans les rapports du Secrétaire général portant sur le sujet.

Cuba

[Original : espagnol]
[28 mai 2024]

Les zones exemptes d'armes nucléaires représentent une avancée juridique concrète de la plus haute importance dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Elles favorisent la paix et la stabilité régionales et internationales en ce qu'il y est interdit de posséder, d'acquérir, de concevoir, de mettre à l'essai, de fabriquer, de produire, de stocker, de déployer et d'utiliser des armes nucléaires. Ces zones constituent une contribution importante aux efforts internationaux visant à éliminer totalement ces armes de manière transparente, vérifiable et irréversible et doivent être respectées par tous les États, sans réserves ni exceptions.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont contribué de manière significative au désarmement nucléaire ainsi qu'au maintien de la paix et de la sécurité internationales en créant la première zone exempte d'armes nucléaires dans une zone fortement peuplée, en application du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), et en proclamant la région comme première « zone de paix » lors du deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à La Havane en 2014.

Le Traité de Tlatelolco a servi de référence politique, juridique et institutionnelle lors de la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde, concrétisée par l'adoption des traités de Rarotonga, Bangkok, Pelindaba et Semipalatinsk et par la déclaration désignant la Mongolie comme territoire exempt d'armes nucléaires.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient reste en suspens et est plus importante que jamais. Pour y parvenir, il est nécessaire qu'Israël renonce à posséder des armes nucléaires, adhère sans délai au Traité sur la non-prolifération en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et soumette immédiatement toutes ses installations nucléaires au système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de sorte à se conformer, sans délai et sans conditions, aux justes exigences de la communauté internationale.

Tant qu'Israël n'aura pas adhéré au Traité sur la non-prolifération, les gouvernements concernés doivent cesser sur le champ de collaborer avec ce pays et d'appuyer son programme nucléaire, cela étant manifestement contraire à la lettre et à l'esprit du Traité.

Il est regrettable que la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ne se soit pas concrétisée, en dépit des nombreuses résolutions et décisions adoptées aux Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération, ainsi que par l'Assemblée générale et l'AIEA. Ces résolutions et décisions restent valables jusqu'à ce que les objectifs qui y sont poursuivis soient atteints. Un facteur qui sape la confiance dans

le Traité sur la non-prolifération est, précisément, le non-respect des engagements pris lors des conférences d'examen.

Dans la perspective de la prochaine Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, nous demandons que la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et le Plan d'action de 2010 soient dûment pris en compte si nous voulons restaurer la crédibilité de cet instrument. Il est impératif de parvenir à un consensus qui soit bénéfique pour les parties et rétablisse la confiance dans le Traité et dans le régime de désarmement en général.

Nous avons pris note des efforts déployés par la présidence et les États participant aux conférences sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient pour maintenir l'élan de ce processus et le faire avancer.

Ce n'est qu'au moyen d'une coopération constructive et d'un engagement véritable que nous pourrions atteindre l'objectif de longue date d'établir au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans le cadre d'un traité juridiquement contraignant.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, en plus de contribuer grandement au désarmement nucléaire, marquerait une étape majeure du processus de paix dans la région.

Égypte

[Original : anglais]
[28 mars 2024]

Introduction

L'Égypte poursuit sans relâche l'objectif de débarrasser le Moyen-Orient des armes nucléaires depuis l'inscription du point intitulé « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient » à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1974. L'Égypte a continué de jouer un rôle de premier plan dans la promotion de l'objectif consistant à débarrasser le Moyen-Orient des armes nucléaires et y a travaillé avec diligence dans le cadre de l'ONU et des conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Depuis 1980, l'Assemblée générale adopte chaque année une résolution sans la mettre au vote, ce qui indique que la création d'une telle zone au Moyen-Orient fait l'unanimité et constitue un dénominateur commun. Malheureusement, en 2018, le consensus sur la résolution, qui prévalait depuis 38 ans, a été rompu par deux États pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la résolution elle-même.

Par principe, l'Égypte réitère son rejet ferme de toute allégation selon laquelle les instances multilatérales, dont la Conférence d'examen ou l'ONU, ne sont pas appropriées pour examiner et faire appliquer la résolution sur le Moyen-Orient, adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation.

Suite donnée aux textes issus des conférences d'examen

L'Égypte estime que l'universalité du Traité sur la non-prolifération permettra naturellement de remédier à la situation inacceptable dans laquelle un État de la région continue de refuser d'adhérer au Traité tout en bénéficiant de ses avantages.

Le Traité, qui compte 191 États parties, établit des normes à caractère impératif, qui sont celles de la communauté internationale dans son ensemble, et non pas seulement de ses parties.

L'Égypte note que tous les États du Moyen-Orient sont devenus parties au Traité, à l'exception d'Israël qui, malheureusement, continue d'ignorer les appels répétés à y adhérer et à placer toutes ses activités nucléaires sous les garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), perpétuant ainsi un dangereux déséquilibre et menaçant gravement la paix et la sécurité.

Dans son document final [NPT/CONF.2000/28 (Parts I & II)], la Conférence d'examen de 2000 a rappelé qu'au paragraphe 4 de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, elle avait engagé tous les États du Moyen-Orient, sans exception, qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer au Traité dès que possible et à faire appliquer les garanties généralisées de l'AIEA à leurs installations nucléaires. Elle a également noté, à cet égard, que dans le document de référence qu'il a établi concernant l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 (NPT/CONF.2000/7), le Secrétariat de l'ONU a indiqué que plusieurs États avaient adhéré au Traité et que, de ce fait, tous les États de la région du Moyen-Orient, à l'exception d'Israël, étaient parties au Traité. La Conférence s'est félicitée de l'adhésion de ces États et a réaffirmé combien il importait qu'Israël adhère à cet instrument et soumette toutes ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA.

Dans son document final [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)], la Conférence d'examen de 2010 a abordé la question de la non-adhésion d'Israël au Traité. Elle a réaffirmé qu'il était urgent et important de parvenir à l'universalité du Traité et rappelé qu'il importait qu'Israël adhère au Traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties généralisées de l'AIEA. Le plan d'action de la Conférence d'examen de 2010 établit clairement que la résolution sur le Moyen-Orient est un document essentiel de la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et qu'elle fait partie intégrante de l'ensemble des décisions sur la base desquelles le Traité a été prorogé pour une durée indéfinie en 1995, sans que la question ait été mise aux voix. En vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, la Conférence a souligné dans son document final qu'il importait de mettre en place un processus permettant d'appliquer pleinement la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et, à cette fin, elle a appuyé un certain nombre de mesures et d'engagements concrets. Il était notamment prévu que le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, convoqueraient en 2012 une conférence à laquelle prendraient part tous les États du Moyen-Orient, en vue de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. Il était également stipulé qu'à titre de mesure pratique, le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, désigneraient un facilitateur doté d'un mandat spécifique à cet égard, ainsi qu'un État qui accueillerait la Conférence de 2012. Cela a finalement été fait en octobre 2011, près de 17 mois après l'adoption du plan d'action.

La conférence de 2012 aurait constitué un pas en avant vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, conformément au document final de la Conférence d'examen de 2010. Elle avait pour objectif de contribuer de manière positive et constructive à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Toutefois, la tenue de la conférence ne devait pas être une fin en soi, mais un moyen de lancer un processus fructueux en vue de la mise en œuvre intégrale de la résolution de 1995 grâce à des mesures concrètes prises selon un calendrier précis.

L'Égypte a regretté le report de la conférence de 2012 et considéré que les organisateurs avaient manqué à leurs obligations découlant de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et du document final de la Conférence d'examen de 2010. Le report unilatéral de la conférence à une date indéterminée a été annoncé sans même que les États de la région aient été consultés. Ce report constituait un manquement flagrant aux engagements pris et est venu s'ajouter à bien d'autres décisions non appliquées. L'Égypte réitère que la résolution et les autres décisions en la matière qui ont été adoptées dans le cadre des conférences d'examen resteront valables jusqu'à ce que leurs objectifs soient atteints. L'Égypte a réitéré l'appel à la mise en œuvre rapide et intégrale de la résolution de 1995 et des documents issus des Conférences d'examen de 2000 et 2010, ainsi que la responsabilité particulière qui incombe aux États dotés d'armes nucléaires, en particulier aux trois États dépositaires qui se sont portés coauteurs de la résolution de 1995 avec le Secrétaire général.

On se souviendra que le Conseil de sécurité a demandé à Israël « de placer d'urgence ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique » (voir la résolution 487 (1981) du Conseil) et a rappelé « l'objectif que constitue la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient » (voir la résolution 687 (1991) du Conseil).

Processus de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive

Les retards continuant de s'accumuler et la résolution sur le Moyen-Orient devant être appliquée de toute urgence, pour tenter de sortir de cette impasse prolongée, en 2018, le Groupe des États arabes a présenté à l'Assemblée générale un projet de décision dans lequel il demandait au Secrétaire général de convoquer, au plus tard en 2019, une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Dans une manifestation évidente de soutien au projet de décision, l'Assemblée a adopté la décision 73/546.

La Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, qui tire son mandat de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, a adopté un processus consensuel dirigé par les États sur la base d'arrangements librement conclus par les États de la région.

Le concept et le format de la Conférence offrent aux pays de la région une occasion unique de mener un dialogue consensuel, inclusif et constructif, sans aucune condition préalable.

Travaux et résultats de la Conférence

Les quatre sessions de la Conférence ont été convoquées avec la participation pleine et active de tous les États de la région, à l'exception d'Israël, et en la présence des États dotés d'armes nucléaires – à l'exception des États-Unis – et des organismes internationaux de désarmement concernés, qui ont participé en tant qu'observateurs, notamment l'AIEA, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques.

La première session de la Conférence a débouché sur l'adoption d'une déclaration politique, dans laquelle les participants ont notamment souligné le caractère ouvert et inclusif de la Conférence et invité tous les États de la région à rejoindre le processus. En outre, les participants ont souligné, dans la déclaration politique, l'importance cruciale des principes de transparence et d'inclusivité de la Conférence en se référant au principe « d'arrangements auxquels les États de la région [seraient] parvenus librement et par consensus ».

La deuxième session de la Conférence a débouché sur l'adoption d'une série de textes, notamment le règlement intérieur de la Conférence, un rapport de fond final et une décision portant création d'un comité de travail chargé de poursuivre les délibérations pendant la période intersessions.

La troisième session de la Conférence a abouti à un résultat consensuel constructif, qui a notamment permis d'approfondir la compréhension des principales obligations découlant du traité envisagé.

Les participants à la quatrième session de la Conférence en novembre 2023 ont adopté un rapport final riche et ont demandé au comité de travail d'établir une liste des sujets qui pourraient contribuer à la prévisibilité et au processus préparatoire.

La Conférence a prouvé son caractère inclusif, a évité de cibler ou de pointer du doigt un quelconque État Membre et s'est abstenue de toute dénonciation publique. L'article 21 du règlement intérieur dispose que la seule méthode applicable pour arrêter une décision au sujet des questions de procédure et de fond est le consensus. La Conférence donne l'occasion à toutes les parties de faire part de leurs préoccupations concernant toute question régionale relative à son mandat.

Dans le projet de document final de la dixième Conférence d'examen, les participants se sont accordés à mentionner le rôle positif de la Conférence, sa compatibilité avec l'objectif de la résolution de 1995 et son appui à la réalisation de cette dernière.

Conclusion

Les zones exemptes d'armes nucléaires dans des zones instables telles que le Moyen-Orient contribuent dans une large mesure à renforcer la confiance, à prévenir de nouveaux conflits et à établir des relations pacifiques. La création d'une telle zone au Moyen-Orient reste une priorité urgente et un engagement convenu.

Début novembre 2023, un ministre israélien a menacé d'utiliser des bombes atomiques contre Gaza. Une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient est la seule manière efficace de prévenir les actes de menace et d'intimidation nucléaires et d'empêcher qu'ils ne se reproduisent.

La seule condition requise pour l'ouverture de négociations est l'existence d'une volonté politique des États de la région et des États dotés d'armes nucléaires qui se sont portés coauteurs de la résolution de 1995.

Cet engagement doit se traduire rapidement par une action concrète, notamment l'adoption d'un calendrier précis sous les auspices de l'ONU. L'Égypte attend avec intérêt l'instauration d'une collaboration sincère aux fins de l'adoption des mesures concertées qui permettront d'ouvrir rapidement la voie à des négociations fructueuses sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans le cadre de la Conférence convoquée par l'Assemblée générale.

En conclusion, l'Égypte réaffirme sa volonté de continuer d'œuvrer en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et sa conviction que ces armes inhumaines représentent une grave menace pour l'existence même de l'humanité et constituent une violation de la Charte des Nations Unies, du droit international humanitaire et du régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Iran (République islamique d')

[Original : anglais]

[8 mai 2024]

Conformément à l'engagement réfléchi de l'Iran de rejeter toutes les armes de destruction massive et aux traités pertinents auquel il est partie, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, nous participons de manière active et constructive à toutes les sessions de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, ce qui témoigne clairement de notre désir sincère de parvenir à l'élimination complète et permanente de toutes les armes de destruction massive. Cela illustre l'engagement résolu et durable de la République islamique d'Iran en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, ainsi que de la concrétisation d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – une initiative initialement proposée par l'Iran en 1974.

Nous sommes déçus par l'absence de progrès lors des Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération tenues en 2015 et 2022, ainsi que lors des quatrième et cinquième Conférences d'examen de la Convention sur les armes chimiques en 2018 et 2023, et nous trouvons décourageant de constater la stagnation de la mise en œuvre de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence d'examen de 1995. Les effets de ces échecs sur les débats et les résultats de la Conférence susmentionnée sont motif de préoccupation à l'échelle mondiale.

Il convient de rappeler que les mesures prévues par les Conférences d'examen et par la décision 546 de l'Assemblée générale sont des voies distinctes mais parallèles qui visent à atteindre cet objectif attendu de longue date. La réalisation de cet objectif nécessite des actions décisives sur ces deux fronts. Si ces deux voies sont complémentaires, elles ne sont toutefois pas interchangeables.

Toutefois, compte tenu des circonstances actuelles, il est évident que les deux processus se heurtent à des obstacles importants qui pourraient compromettre leur réussite. Pour renforcer la sécurité régionale au Moyen-Orient, le régime israélien doit avant tout adopter une politique transparente, renoncer au concept d'ambiguïté stratégique, renoncer à la possession d'armes de destruction massive et adhérer à tous les accords internationaux juridiquement contraignants sur la question. Parmi ces mesures, la plus importante est l'adhésion inconditionnelle au Traité sur la non-prolifération en tant que partie non dotée d'armes nucléaires, associée à la soumission de toutes les installations et activités nucléaires au régime de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique. De plus, l'engagement du régime israélien à mettre en œuvre la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques est indispensable à la création d'une telle zone.

L'adoption de la résolution sur le Moyen-Orient lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération, ainsi que celle des textes issus des Conférences d'examen de 2000 et 2010, a été motivée par une préoccupation commune des États parties au Traité. Leur inquiétude était due à la grave menace que représentait le programme d'armement nucléaire du régime israélien pour la sécurité et la stabilité non seulement du Moyen-Orient, mais aussi au-delà. Elle était également ancrée dans l'aspiration mondiale à la non-prolifération des armes nucléaires. L'existence de cet arsenal nucléaire fait obstacle à l'instauration de la paix

et de la stabilité dans cette région instable, et toute tentative de minimiser le danger que représentent les armes de destruction massive entre les mains de ce régime est indéfendable.

Il convient de mentionner que le succès de la Conférence susmentionnée est menacé tant que le régime israélien s'abstient d'y participer et reçoit le soutien des États-Unis, qui s'abstiennent également de contribuer de manière constructive aux travaux de la Conférence. La communauté internationale est invitée à aider la région à surmonter ces obstacles sur la voie de l'avènement d'un Moyen-Orient exempt de toute forme d'armes de destruction massive.

Le soutien indéfectible apporté par les États-Unis au régime israélien, y compris leur tolérance pour le dangereux programme d'armement nucléaire de ce régime, ainsi que le manque de participation constructive des deux pays à ladite Conférence, requièrent une attention particulière de la part de la communauté internationale. Cette dynamique entrave considérablement tout progrès.

L'intransigeance du régime israélien et son mépris des normes internationales sont alimentés par l'appui indéfectible des États-Unis. Malgré les obligations internationales clairement définies dans la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et dans les textes issus des Conférences d'examen de 2000 et 2010, les États-Unis continuent de faillir à ces engagements. Il est essentiel de reconnaître que tant que les États-Unis s'en tiendront à leur approche imprudente et incohérente à l'égard du programme clandestin d'armes nucléaires du régime israélien – qui est de fait un véritable cas de prolifération dans la région – le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient persistera. L'Iran se félicite du communiqué publié le 6 novembre 2023 par des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, condamnant la menace nucléaire que le régime israélien fait peser contre ces deux États, et estime que l'ONU pourrait et devrait suivre la même voie afin de commencer à neutraliser la menace imminente que représentent les arsenaux d'armes de destruction massive du régime israélien.

L'Iran souligne le rôle central que joue l'ONU dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et compte sur les efforts inlassables du Secrétaire général pour promouvoir cet objectif de manière ciblée. En outre, l'Iran escompte que le Secrétaire général réaffirmera qu'il est impératif que le régime israélien adhère au Traité, sans condition et sans délai, en tant que partie non dotée d'armes nucléaires. Cette mesure contribuerait de manière significative à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Israël

[Original : anglais]
[26 mai 2023]

L'État d'Israël rappelle l'explication de son vote concernant la résolution [78/17](#) intitulée « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient », adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 2023, qu'il avait faite à la Première Commission de l'Assemblée générale réunie à sa soixante dix-huitième session le 30 octobre 2023.

Il a fallu beaucoup de temps et d'efforts à la communauté internationale pour parvenir à un consensus sur le projet de résolution relatif à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

Même s'il émettait de sérieuses réserves quant à la teneur et aux modalités de cette résolution, qu'il a exprimées chaque année dans l'explication de sa position,

Israël a appuyé la résolution afin de parvenir à une convergence de vues, adoptant une attitude constructive et fondée sur le consensus, comme il l'a toujours fait jusqu'à présent.

Il est très regrettable que cette pratique de longue date ait été rompue par le Groupe des États arabes. En imposant en 2018 une nouvelle résolution unilatérale et destructrice intitulée « Convocation d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive », le Groupe des États arabes a modifié le statu quo et a contraint Israël de se dissocier de la résolution en question.

Mexique

[Original : espagnol]
[2 mai 2024]

Le Mexique présente ce document conformément à la résolution 78/17 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient ».

Le Mexique, qui figure parmi les États ayant ouvert la voie à la création de la première zone exempte d'armes nucléaires, réaffirme son soutien inconditionnel aux efforts visant à créer de telles zones, par voie d'accords librement conclus entre les États de la région concernée.

Le Mexique estime que les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent de façon tangible à la non-prolifération nucléaire et à la paix et la stabilité aux niveaux régional et mondial. Elles ne constituent pas une fin en soi, mais une étape intermédiaire importante vers l'élimination totale des armes nucléaires. De plus, leur création est une méthode de réduction du risque nucléaire qui a fait ses preuves.

Les États qui créent de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires s'engagent, au moment de les établir, à s'abstenir de mettre au point, d'acquérir ou d'utiliser des armes nucléaires ; ils s'engagent également, à l'échelle internationale, à ne pas déployer sur leur territoire des armes nucléaires appartenant à un autre État.

Le Mexique a été l'un des principaux initiateurs de la création de la première zone exempte d'armes nucléaires dans un territoire densément peuplé et a dirigé le processus qui a mené à l'adoption du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco). Ce traité constitue une référence politique, juridique et institutionnelle concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde.

Conformément à cet engagement historique, le Mexique a toujours manifesté son soutien inconditionnel à tout effort visant à créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde. C'est pourquoi, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, il continue de soutenir les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Le Mexique estime que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient est un élément important des engagements pris dans le cadre de l'accord de 1995 prévoyant la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que des accords conclus aux conférences d'examen de 2000 et 2010. Il estime également que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient représente l'une des étapes nécessaires à la mise en place d'une architecture plus large de paix et de sécurité dans la région. La création de cette zone aiderait à apaiser les tensions dans la région et à

instaurer un climat de paix et de sécurité, ce qui contribuerait à l'élimination complète des armes nucléaires dans cette région.

Dans ce contexte, le Mexique se félicite du succès de la quatrième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 13 au 17 novembre 2023. Il salue les efforts constructifs faits par la Libye pour faciliter les discussions en vue de l'adoption d'un futur traité juridiquement contraignant en la matière.

Le Mexique salue également l'engagement des États de la région du Moyen-Orient lors de cette session, au cours de laquelle ils ont, d'une part, souligné la profonde inquiétude que suscite le conflit actuel dans la bande de Gaza et le risque élevé d'une nouvelle escalade, qui pourrait conduire à une nouvelle expansion de ce conflit dans toute la région, et, d'autre part, ont déploré les menaces nucléaires proférées par de hauts responsables d'un État de la région, qui ne contribuent pas à l'avancement du processus de paix, ni à la stabilité et à la sécurité régionales et internationales.

Le Mexique appelle tous les États du Moyen-Orient à participer à cette série de discussions de fond et à en assurer le suivi, en vue d'établir les éléments constitutifs d'un futur traité juridiquement contraignant en la matière.

Dans le même esprit, le Mexique salue l'appui inestimable des organisations internationales, des instituts universitaires et des organisations de la société civile, qui ont fourni des éléments de réflexion, mené des études et fait des propositions pour contribuer au processus de création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient.

Il espère que la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie pourra se tenir rapidement.

Le Mexique encourage les États de la région à continuer d'adopter des approches collaboratives et inclusives pour faciliter la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient, objectif important qui reste à atteindre pour parvenir au désarmement et à la non-prolifération. Il considère que les mesures de transparence et de développement de la confiance peuvent contribuer dans une large mesure à créer un meilleur climat entre les États de la région et que le dialogue au sein des instances de sûreté régionales peut favoriser une meilleure compréhension mutuelle. Il est également essentiel d'obtenir l'engagement politique de tous les États de la région.

Le Mexique réaffirme sa détermination à partager son expérience et les enseignements qu'il a tirés de l'établissement et de l'application du Traité de Tlatelolco portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

République arabe syrienne

[Original : arabe]
[28 mai 2024]

La République arabe syrienne a toujours appuyé le régime international de désarmement. Elle a été un des premiers États à accéder au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à conclure un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). De plus, elle est signataire de la Convention sur les armes biologiques et a adhéré à la Convention sur les armes chimiques et s'est acquittée de ses obligations y relatives.

La République arabe syrienne attache une grande importance à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Elle considère la création d'une telle zone comme une mesure importante pour le renforcement du régime de non-prolifération et comme une contribution significative au maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales. La République arabe syrienne, lorsqu'elle était membre du Conseil de sécurité en 2002 et 2003, a fait de sérieux efforts pour atteindre cet objectif. Elle a déposé un projet de résolution visant à débarrasser la région du Moyen-Orient de toutes ces armes. Cependant, cette initiative a été contrecarrée par un membre permanent du Conseil afin de servir les intérêts de l'entité israélienne.

La République arabe syrienne réaffirme que la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, par laquelle le Traité a été prorogé pour une durée indéfinie, est un élément clé des mesures de prorogation et un pilier essentiel du régime de non-prolifération au niveau régional. Par ailleurs, elle souligne que la résolution restera en vigueur jusqu'à ce que ses dispositions aient été pleinement appliquées.

La République arabe syrienne salue le rôle central et vital de l'Organisation des Nations Unies dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, conformément aux résolutions et aux mandats internationaux pertinents. Il est important que ces résolutions et mandats soient pleinement mis en œuvre, en particulier la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et le plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération de 2010, qui, malheureusement, n'a pas été mis en œuvre.

La République arabe syrienne a participé activement aux quatre sessions de la conférence pour la création d'une telle zone qui se sont tenues sous les auspices de l'Assemblée générale, conformément à la décision 73/546 adoptée en 2018 par l'Assemblée. Elle considère que le boycott de ces sessions par les États-Unis d'Amérique, l'un des auteurs de la résolution sur le Moyen-Orient, et le refus d'Israël de participer à la conférence révèlent un manque de respect pour les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, les résolutions de l'AIEA et les Conférences d'examen du Traité sur la non-prolifération.

Israël, qui est le seul à posséder des capacités nucléaires, a développé un arsenal d'armes de destruction massive avec le soutien de pays occidentaux, États-Unis en tête, qui lui ont fourni la technologie et le matériel nécessaires. Ce soutien constitue une violation manifeste par ces pays des dispositions de l'article I du Traité sur non-prolifération, est contraire à l'esprit des efforts visant à établir une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et va à l'encontre de l'obligation qu'ont ces pays occidentaux de faire du Moyen-Orient une zone exempte de toutes les armes de destruction massive.

L'utilisation de phosphore blanc, qui fait l'objet d'une interdiction internationale, par les forces d'occupation israéliennes lors de leurs attaques répétées contre les civils dans la bande de Gaza et au Liban et le fait qu'un membre du gouvernement d'occupation ait menacé, le dimanche 5 novembre 2023, de larguer une bombe atomique sur la population de Gaza constituent de nouvelles preuves que cette entité possède des armes nucléaires et confirment le bien-fondé des graves préoccupations des pays de la région concernant le danger que représente la possession de telles armes par Israël et la grave menace qu'elles constituent pour la sécurité et la stabilité de la région et des pays qui la composent. Tous les efforts qu'Israël a déployés et continue de déployer pour saper la sécurité et la stabilité dans notre région font qu'il est impératif d'intensifier les efforts internationaux visant à

créer une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive au Moyen-Orient par la mise en œuvre concrète de toutes les résolutions internationales sur la question. Il est également impératif que l'AIEA assume ses responsabilités et prenne toutes les mesures nécessaires pour soumettre le programme nucléaire d'Israël à son régime de garanties généralisées et à ses systèmes de vérification et de contrôle des installations et des programmes nucléaires.

La République arabe syrienne réaffirme qu'elle est prête à coopérer avec le Secrétaire général en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et souligne que la création d'une telle zone ne doit en aucun cas être liée à un processus de paix ou à d'autres arrangements. Elle considère que l'échec de la création d'une telle zone porterait un coup majeur à la crédibilité du Traité sur la non-prolifération.

IV. Réponse reçue de l'Union européenne

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

La Stratégie globale de 2016 pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et la Stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive de 2003 reposent sur la conviction qu'une approche multilatérale de la sécurité, y compris du désarmement et de la non-prolifération, constitue le meilleur moyen de préserver l'ordre international.

La Déclaration commune du sommet de Paris pour la Méditerranée du 13 juillet 2008, qui a porté création de l'Union pour la Méditerranée, a réaffirmé l'aspiration commune à la paix et la sécurité au niveau régional, telle qu'énoncée dans la Déclaration de Barcelone issue de la Conférence euro-méditerranéenne, qui s'est tenue les 27 et 28 novembre 1995. Dans la Déclaration de Barcelone, les signataires se sont engagés à promouvoir la sécurité régionale en œuvrant, entre autres, en faveur de la non-prolifération nucléaire, chimique et biologique par l'adhésion à des arrangements régionaux, comme des zones exemptes d'armes nucléaires, y compris leurs systèmes de vérification, ainsi qu'en respectant de bonne foi leurs engagements au titre des conventions de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Les parties à l'Union pour la Méditerranée se sont engagées à créer, au Moyen-Orient, une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs qui soit dotée d'un système de vérification mutuelle efficace, et à envisager des mesures concrètes, notamment pour prévenir la prolifération d'armes nucléaires, chimiques et biologiques ainsi qu'une accumulation excessive d'armes classiques.

L'Union européenne réaffirme son soutien sans réserve au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a jeté les bases de l'instauration de zones dénucléarisées dans le monde entier, ainsi qu'à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient.

L'Union européenne demeure attachée à l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1995. Elle appuie résolument les recommandations issues de la Conférence d'examen de 2010 sur le Moyen-Orient et réaffirme qu'elle est pleinement favorable à la création, dans cette région, d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs, comme en sont convenus les États parties au Traité sur la non-

prolifération des armes nucléaires. Le plan d'action de 2010 constitue le socle le plus prometteur pour aller de l'avant.

L'Union européenne estime que, comme indiqué dans le Plan d'action de la Conférence d'examen de 2010, la création de ces zones ne peut se faire que sur la base d'accords librement conclus par tous les États de la région. Elle demeure convaincue que le dialogue et le renforcement de la confiance entre les parties prenantes sont le seul moyen viable de s'entendre sur les conditions d'organisation d'une conférence digne de ce nom. Tous les États du Moyen-Orient devraient participer à cette conférence selon des modalités librement convenues, comme décidé à la Conférence d'examen de 2010. Pour être efficaces, ces accords doivent être inclusifs, les propositions tendant à imposer une solution étant vouées à l'échec.

L'Union européenne a toujours maintenu cette position à l'Organisation des Nations Unies, comme elle l'a fait lors des récents débats portant sur des propositions concrètes sur la manière de faire avancer le processus. Elle réaffirme son soutien au programme de désarmement du Secrétaire général, intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », et présenté le 24 mai 2018, dans lequel celui-ci s'engage à travailler avec les États Membres de l'ONU pour renforcer et consolider les zones exemptes d'armes nucléaires, notamment en appuyant la création d'autres zones de ce type, y compris au Moyen-Orient. L'Union européenne prend note de la tenue des sessions de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et juge les conclusions de celles-ci encourageantes. Elle demande à toutes les parties de poursuivre leurs efforts en vue de mettre en place un processus inclusif et consensuel, faisant participer tous les États de la région. Elle souligne qu'il importe de répondre aux préoccupations de tous ces États en matière de sécurité, en tenant compte de toutes les armes de destruction massive et de leurs vecteurs, conformément à la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et aux conclusions de la Conférence d'examen de 2010.

L'Union européenne réaffirme sa volonté de contribuer à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, comme elle l'a fait par le passé en facilitant le dialogue entre les États de la région. Elle a adopté des instruments législatifs spécifiques, à savoir des décisions du Conseil de l'Union européenne, pour appuyer les travaux de l'ONU à cet égard. Les décisions du Conseil ci-après, qui viennent soutenir différents projets et activités à l'appui du processus, sont toujours d'actualité :

- La décision (PESC) 2023/654 du Conseil, en date du 20 mars 2023, mise en œuvre par le Bureau des affaires de désarmement, s'inscrit dans le prolongement du soutien de l'Union européenne à la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité. Elle a pour objectif, conformément aux demandes des États, de sensibiliser les parties prenantes, d'améliorer les cadres législatifs nationaux et les mesures d'exécution et de fournir une assistance sur mesure en matière de renforcement des capacités.
- Dans le prolongement de la décision (PESC) 2022/753 du Conseil du 16 mai 2022 visant à soutenir le processus d'instauration d'un climat de confiance conduisant à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, qui a été mise en œuvre par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et qui a contribué aux efforts de l'Union européenne pour faire avancer le processus, l'Union européenne a renouvelé son soutien à ce processus en 2023. Le but était de concrétiser l'engagement de l'Union européenne en faveur de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Le 26 juin 2023, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2023/1306 à l'appui d'un

projet de zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient dans un contexte de sécurité régionale en évolution. Cette décision vise à soutenir un projet triennal mis en œuvre par l'Institut. Ses objectifs sont les suivants :

- contribuer à atténuer les tendances régionales en matière de prolifération des armes de destruction massive ;
 - favoriser les arrangements régionaux en matière de sécurité ainsi que les normes et processus relatifs à la limitation des armements, à la non-prolifération et au désarmement ;
 - acquérir une compréhension plus poussée de la relation entre la zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et les évolutions actuelles des situations régionale et internationale ;
 - promouvoir la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient efficace, vérifiable, inclusive et durable.
- La décision (PESC) 2023/1344 du Conseil du 26 juin 2023 appuie les activités clés de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, notamment l'universalisation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et l'application de la décision relative à la lutte contre la menace posée par l'utilisation d'armes chimiques (C-SS-4/DEC.3) adoptée le 27 juin 2018, lors de la quatrième session extraordinaire de la Conférence des États parties chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur les armes chimiques.

L'Union européenne réaffirme qu'elle est prête à continuer d'aider la région du Moyen-Orient au moyen de l'Initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne. Le réseau de l'Initiative rassemble des experts et des professionnels de 64 pays qui coopèrent au niveau régional et international pour renforcer la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et pour promouvoir une culture mondiale de la sûreté et de la sécurité. Les centres d'excellence établis en Algérie, aux Émirats arabes unis, en Jordanie et au Maroc contribuent activement au renforcement des capacités dans la région, avec l'appui de secrétariats régionaux.

De plus, l'Union européenne continue de demander à tous les États de la région qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et de s'y conformer, de signer et de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de conclure avec l'AIEA un accord de garanties généralisées, assorti de son protocole additionnel et, le cas échéant, d'un protocole révisé relatif aux petites quantités de matières. La souscription au Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques pourrait concourir à l'instauration d'un climat de confiance au niveau régional, ce qui est nécessaire pour progresser vers une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient.